



## **Dossier de plaidoyer**

**Trois mesures de protection sociale  
d'urgence pour soutenir les femmes  
de l'économie informelle dans la crise  
COVID19**

**Alors que COVID19 se répand en Afrique, les travailleurs informels ont du mal à se conformer aux mesures d'éloignement ou de confinement social car ils doivent travailler pour subvenir à leurs besoins fondamentaux. Voici trois choses que les bureaux pays d'ONU Femmes peuvent préconiser pour que les femmes travaillant dans l'économie informelle ne passent pas à travers les mailles du filet de la crise actuelle.**

## **1. ÉTENDRE LA COUVERTURE DES TRANSFERTS MONÉTAIRES INCONDITIONNELS AUX TRAVAILLEURS INFORMELS**

**Les mécanismes de remplacement des revenus sont essentiels et urgents pour soutenir les travailleurs informels dans cette crise.** Il est donc essentiel d'étendre les transferts monétaires inconditionnels aux travailleurs informels. Cela permettrait aux travailleurs informels de se conformer aux mesures de distanciation sociale, contribuant ainsi à ralentir la propagation de l'épidémie. Les organisations regroupant des travailleurs informelles sont mises en oeuvre dans un cadre de mesures plus larges pouvant soutenir les travailleurs vulnérables, rapport WIEGO (Women in Informal Employment : Globalizing and Organizing : Les femmes dans l'emploi informel : Mondialisation et Organisation).

**Les gouvernements doivent être soutenus par les donateurs et les institutions financières internationales pour créer l'espace fiscal nécessaire pour la couverture de cet investissement social élargi afin de répondre à la crise et de s'en remettre.** Le type et la conception du transfert monétaire dépendront des programmes existants et de la possibilité de créer de nouveaux mécanismes dans chaque pays. Des discussions sur la manière de concevoir des stratégies de protection sociale pour répondre à la COVID19 en Afrique ont actuellement lieu au niveau national. ONU Femmes, avec d'autres agences des Nations Unies, doit plaider avec audace dans ce dialogue pour que les transferts monétaires inconditionnels soient étendus des groupes vulnérables traditionnels à la population plus large des travailleurs informels.



# Exemples de programmes de transfert monétaire ciblant les travailleurs informels dans le contexte de la crise COVID19

Argentine : transfert de 10 000 AR\$ aux travailleurs informels (3,6 millions de personnes)

Colombie : Le "revenu de solidarité" comprend un paiement unique de 160000 COP (108 dollars) pour les travailleurs informels et leurs familles (3 millions de ménages) via des comptes bancaires pour ceux qui en ont et des paiements mobiles pour les autres

Équateur : Transfert monétaire de 60 dollars US pour les travailleurs informels gagnant moins de 400 dollars par mois

L'Égypte : Un paiement unique de 500 EGP est prévu pour les travailleurs informels enregistrés

Philippines : Dans le cadre du programme de subvention d'urgence, le gouvernement fournira à 18 millions de personnes (familles à faible revenu et ménages travaillant dans l'économie informelle) entre 5 000 et 8 000 P par mois pendant deux mois

Tunisie : Transfert unique de 200 TND (68 USD) en espèces à 623 000 ménages travaillant dans le secteur informel, qui ne sont couverts par aucun programme d'assistance sociale et qui sont vulnérables aux chocs (ménages inscrits à la sécurité sociale avec une carte de santé à faible coût)

En Afrique du Sud, une coalition de 10 organisations de l'économie informelle a demandé la mise en place d'un "Living Cash Grant" qui serait étendu aux travailleurs informels.

En Inde, la Campagne pour le droit à l'alimentation a lancé un appel au gouvernement pour qu'il distribue d'urgence de la nourriture, du savon et de l'argent aux travailleurs pauvres et informels.

L'Alliance of Indian Waste Picker's a demandé que "tous les ramasseurs de déchets et les collecteurs de déchets informels reçoivent un revenu de base d'urgence de 10 000 INR par mois et par ménage".

## 2. PROGRAMMES DE TRAVAUX PUBLICS POUR LA PRODUCTION D'ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE PRODUITS PAR DES FEMMES

**Les programmes de travaux publics sont l'un des principaux instruments de protection sociale dans les pays à faible revenu.** Ils fournissent un salaire payé par l'État aux groupes vulnérables en échange de la réalisation de certaines tâches nécessaires à la fourniture de services publics (par exemple, la réhabilitation d'infrastructures, le travail dans les cantines scolaires, etc). Dans le contexte des mesures de distanciation sociale visant à contenir les COVID19, de nombreux "travaux" traditionnels entrepris dans le cadre des PTP ne pourront pas avoir lieu. Toutefois, les travaux qui peuvent être entrepris "à domicile" pourront se poursuivre.

**La crise COVID a entraîné une absence sans précédent d'équipements de protection individuelle dans le monde, notamment de masques.** Les marchés des équipements sanitaires sont effondrés et il est devenu difficile et extrêmement coûteux de se procurer des équipements de protection. Cela a un impact sur le nombre de personnels de santé infectés par le virus, rendant ainsi encore plus difficile l'endiguement de la pandémie. Dans ces circonstances, certains pays se sont tournés vers la production locale d'urgence de masques, de blouses et d'autres équipements de protection de base pour le personnel de santé, organisée par des réseaux de femmes travaillant à domicile.

**Un programme de travaux publics visant à aider les femmes à produire des masques et d'autres équipements de protection de base peut contribuer à ralentir la COVID et à fournir un revenu aux femmes, en particulier à celles qui se trouvent dans des situations vulnérables dans l'économie informelle.** ONU Femmes devrait plaider pour la mise en place d'un tel programme en collaboration avec le gouvernement, les autres agences des Nations Unies, les donateurs et les parties prenantes au niveau national. ONU Femmes peut également contribuer à l'organisation de réseaux de femmes et d'entreprises dirigées par des femmes et fournir des services de conseil pour garantir des normes de qualité, ainsi que pour veiller à ce que les normes de travail et les droits des travailleuses soient respectés.

## Les programmes de travaux publics dans la réponse COVID19

Dans le contexte des travaux publics aux Philippines, les travailleurs du secteur informel qui ont temporairement perdu leurs moyens de subsistance en raison de la quarantaine communautaire renforcée, peuvent demander un programme d'emploi temporaire, limité à 10 jours de travail impliquant la désinfection/assainissement de leurs maisons et de leur voisinage immédiat. Les bénéficiaires recevront une orientation sur la sécurité et la santé, recevront un paiement de 100 % du salaire minimum le plus élevé en vigueur et seront inscrits à une micro-assurance de groupe.

### 3. ACHAT DE FOURNITURES ESSENTIELLES POUR LES TRANSFERTS EN NATURE EN TENANT COMPTE DE LA DIMENSION DE GENRE

**Les transferts en nature sous forme de nourriture, de savon et d'autres équipements de base pour lutter et faire face aux effets immédiats de la pandémie sont un autre mécanisme de protection sociale à mettre en place dans la région.** Les femmes travaillant dans l'agriculture, dont la majorité le font de manière informelle, seront durement touchées par les restrictions de mobilité et la fermeture des marchés urbains. ONU Femmes devrait plaider en faveur de l'approvisionnement en denrées alimentaires et en produits de base auprès des associations et des coopératives de femmes productrices afin de soutenir les économies rurales et de garantir des revenus dans les zones rurales aux travailleurs agricoles informels. ONU Femmes peut tirer parti de ses réseaux avec les femmes rurales et les producteurs agricoles, et peut jouer un rôle d'intermédiaire avec les gouvernements et d'autres agences des Nations Unies, comme le PAM et la FAO, pour faciliter les liens et les contrats au profit des agricultrices et des productrices.



## Exemples de marchés publics sensibles au genre pour les transferts en nature en Afrique de l'Ouest

Au Sénégal, ONU Femmes a réaffecté 150 000 USD du programme d'agriculture résistant au climat pour acheter du riz aux productrices participantes. Le riz acheté sera utilisé pour la réponse COVID19, qui comprend la fourniture par le gouvernement de produits de première nécessité aux familles vulnérables recevant des transferts mensuels en espèces.

Au Mali, ONU Femmes se procure des biens auprès d'entreprises et de coopératives appartenant à des femmes et soutenues par ses programmes pour préparer des kits de survie à distribuer aux plus vulnérables (environ 200 000 USD). Cela permettra d'assurer la continuité des activités des entreprises appartenant à des femmes et de les rendre plus résistantes à l'impact de cette crise.

